

Lettre ouverte aux membres de la société civile du comité directeur de Gavi

Chers amis,

[L'appel à l'action des OSC du Gavi](#) pour un déploiement équitable des vaccins de la COVID-19 comprend des exigences très importantes:

- * le financement intégral de l'Accélérateur ACT,
- * la fin du nationalisme vaccinal,
- * l'intégration rapide de tous les nouveaux vaccins dans le portefeuille du Covax;
- * le partage d'informations (technologie, statut des brevets, production coût et prix);
- * le transfert de technologie pour soutenir la production locale et la mise à l'échelle la fourniture; et
- * s'assurer la préparation au niveau pays pour le déploiement des vaccins.

Cependant, nous avons été déçus par un certain nombre d'aspects de l'appel à l'action et écrivons maintenant avec des suggestions pour renforcer ledit appel.

Aucune mention de la dérogation proposée

Nous avons été surpris de ne voir aucune mention de la dérogation proposée par rapport à certaines dispositions de l'Accord sur les ADPIC pendant la durée de la pandémie afin de faciliter le transfert de technologie et l'intensification de la production locale.

La référence à l'Accord sur les ADPIC dans l'appel est assez opaque et pourrait facilement être considérée comme appuyant l'opposition à la dérogation, au motif que les flexibilités existantes offrent une marge de manœuvre suffisante pour faciliter le transfert de technologie nécessaire.

Comme vous le savez, de nombreux pays en développement et des organisations de la société civile soutiennent la dérogation proposée comme une étape nécessaire pour garantir l'approvisionnement. Il est évident que l'opposition à la dérogation, en particulier des pays riches qui accueillent des sociétés pharmaceutiques transnationales, est basée sur des arguments viciés, visant à protéger les intérêts commerciaux des grosses firmes pharmaceutiques.

Le défaut de prendre une position ferme sur la dérogation dans votre appel à l'action à l'effet de soutenir les intérêts des grosses firmes pharmaceutiques sur les intérêts des pays à revenu faible et intermédiaire. Il serait décevant que des organisations de la société civile comme les vôtres adoptent une telle position.

Pour un aperçu utile du débat sur la dérogation, voir Labonte et Baker (10 janv. 2021) <<https://theconversation.com/dummys-guide-to-how-trade-rules-affect-access-to-covid-19-vaccins-152897>>. Pour un accès plus complet aux négociations, commentaires des médias et déclarations de soutien voir PHM EACT / Waiver <<https://phmovement.org/the-india-south-africa-waiver-proposal/>>. Je vous prie d'approfondir l'examen de ces questions et de peut-être réviser la proposition d'appel à l'action pour exprimer un soutien sans équivoque à la dérogation.

Le C-TAP volontaire, un échec

Nous avons été ravis de voir votre plaidoyer pour le partage de la technologie des vaccins, connaissances, propriété intellectuelle et données connexes mais faisant appel aux firmes pharmaceutiques d'agir est un peu inutile car elles ont carrément refusé de participer au C-TAP.

Le moment est sûrement venu d'appeler les gouvernements à exiger la participation au C-TAP. Ce serait formidable si vous, en tant que groupe d'OSC de Gavi, vous appeliez le Gavi à sortir de la clôture et à plaider fermement pour le partage obligatoire de technologies, de savoir-faire et de données afin de permettre la mise à l'échelle nécessaire de production.

Le transfert de technologie ne peut être laissé à la bonne volonté de l'industrie

Nous sommes préoccupés par l'importance que vous accordez au transfert volontaire de technologie et licences, et à la mise en commun de brevets. La plupart des technologies que nous envisageons ont été élaborées sur la base de financements publics. C'est assez décevant que votre appel à l'action se concentre sur le transfert volontaire de technologie; en fait, c'est un appel à l'inaction.

Nous vous invitons à revoir votre appel et à renforcer la section sur le transfert de technologie pour inclure des mécanismes permettant l'intervention du gouvernement afin de faciliter et de garantir le transfert de technologie ainsi que l'octroi de licences ouvertes.

Transparence

Votre appel à une transparence totale est apprécié. Cependant, en tant qu' OSC de la circonscription électorale du Gavi, une demande clé de transparence devrait être la transparence totale de tout accord signés entre Gavi / CEPI et tous les développeurs de vaccins. Ceci devrait s'appliquer également aux marchés publics. Nous vous invitons à réviser votre appel pour inclure une demande spécifique sur la transparence du Gavi et demander une transparence totale de toutes les licences, accords de fabrication et d'achat avec des sociétés de vaccins. Dans une pandémie, cela devrait être la question clé à mettre en avant par les OSC.

Les limites du Covax

Nous prenons note de votre appel pour le financement intégral du Covax et de l'accélérateur plus généralement. Cependant, en tant que groupe de la société civile, il serait approprié de reconnaître les limites du Covax et d'appeler à une plus grande ambition. La promesse du Covax de doses suffisantes pour 20% des populations des pays à faible revenus et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure est une trahison flagrante des appels répétés du Dr Tedros à la solidarité. À une époque où les pays riches ont suffisamment sécurisé les doses jusqu'à cinq fois leur population, il semble anormal qu'une société civile largement issue des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure soit incapable d'appeler à un financement suffisant du Covax permettant une vaccination complète.

Le Covax échoue également à la promesse de solidarité en excluant les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure de toute réduction. Sûrement un appel à l'action de la société civile devrait se tourner vers une plus grande ambition en matière de solidarité.

Il conviendrait également d'attirer l'attention sur le fait que l'Accélérateur et le Covax ont été créés comme un réseau de partenariat public privé en dehors de l'OMS. Cela devrait être évident pour la société civile d'organisations de pays à revenu faible ou intermédiaire que la mise en place de l'Accélérateur en dehors de l'OMS visait à s'assurer que les pays à revenu n'aient aucun rôle dans sa gouvernance.

Cela ne devrait-il pas être un sujet de préoccupation pour vous?

Ressources

Il sera essentiel de garantir des ressources adéquates pour la distribution des vaccins, mais c'est regrettable que votre appel à l'action ne s'adresse qu'aux gouvernements nationaux et aux donateurs. En tant qu'organisations de la société civile issues en grande partie de pays à revenus faibles et moyens, il pourrait également être approprié de mettre en évidence les conditions macroéconomiques et les forces qui entravent le développement économique et approfondissent les inégalités; le commerce équitable et la justice fiscale pourraient être un bon point de départ.

Cependant, votre incapacité à reconnaître le rôle du FMI dans la limitation de la disponibilité des ressources pour la riposte à la pandémie est très déroutante. Tandis que les pays riches ont la liberté d'imprimer de l'argent pour financer leur riposte à la pandémie, le FMI est en train de mettre en avant des politiques d'austérité même dans le contexte de la pandémie. Les ministres africains des finances ont souligné que la capacité de mobiliser des ressources pour répondre au COVID -19 a été limitée par le niveau des sorties de ressources avec la révision de la dette, avec la Commission économique des Nations Unies pour Afrique (2020) <https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/eca_covid_report_en_24apr_web1.pdf> estimation de l'allègement du service de la dette pour un rendement de 44 milliards de dollars pour les pays africains (Equinet, juin 2020 <<https://www.equinet africa.org/sites/default/files/uploads/documents/EQ%20ECSA%20brief%20COVID19%20%20June2020.pdf>>).

Veillez retirer l'appel à l'action et le remplacer par un appel plus fort et plus ambitieux.

Nous vous écrivons dans votre rôle en tant que membres du Comité directeur (avec copie à l'ensemble de vos membres) des OSC de la circonscription du Gavi, vous exhortant à retirer l'appel en vue de:

- * renforcer les références aux barrières de propriété intellectuelle, augmenter la production et indiquer explicitement que vous soutenez le projet de dérogation;
- * soulignant l'échec du C-TAP volontaire et appelant au partage obligatoire des technologies, du savoir-faire et des données;
- * en incluant le Gavi dans votre appel à la transparence des prix;

* reconnaissant les limites du Covax, en particulier le plafond de 20% et l'exclusion (des subventions) des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure; et

* reconnaître les facteurs structurels qui contraignent la mobilisation de ressources pour la livraison de vaccins, y compris les évasions fiscales, le commerce déloyal et la servitude pour dette.

Bien à vous,

Sulakshana Nandi et Fran Baum,

Coprésidents du Mouvement populaire pour la santé